



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne**

Pôle Élevages Est

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 22/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 22/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS LE PARC DES FÉLINS

Parc zoologique Lumigny Safari Réserve
Domaine de la Fortelle
77540 LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX

Références : E-PEE/MAz/240783

Code AIOT : 0057700122

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2024 dans le Parc zoologique Lumigny Safari Réserve à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540). Cet établissement zoologique est exploité par la SAS LE PARC DES FÉLINS. L'inspection a été annoncée le 08/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à une inspection conjointe de la DRIEAT et de l'OFB, qui a eu lieu les 30, 31 mai et 1er juin 2023, le parc zoologique Lumigny Safari Réserve a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2023/DRIEAT/UD77/099 du 4 août 2023. Après un point d'étape, réalisé le 8 décembre 2023, en présence de Monsieur le Sous-préfet de Provins, la visite du 22 mars 2024 avait pour but de vérifier l'aboutissement de la démarche de régularisation technique et administrative de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS LE PARC DES FÉLINS
- Parc zoologique Lumigny Safari Réserve, Domaine de la Fortelle 77540 LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX
- Code AIOT : 0057700122
- Régime : Autorisation (Rubrique n° 2140 « Zoos et Aquariums »)
- Statut Seveso : Non
- Statut IED : Non

Le parc zoologique Lumigny Safari Réserve, divisé en deux secteurs, "Parc des Félins" et "Terre de Singes", s'étend sur 90 hectares, entre Rozay-en-Brie et Coulommiers. Ils présentent une large diversité d'animaux de la faune sauvage. Ils sont réglementés par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er juin 2022. Des travaux visant à étendre l'établissement ont commencé.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi des mesures prescrites par l'arrêté préfectoral n° 2023/DRIEAT/UD77/099 du 4 août 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	De la prévention des accidents.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.5	Levée de mise en demeure
3	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.6	Levée de mise en demeure
4	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.7	Levée de mise en demeure
5	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.8	Levée de mise en demeure
6	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.2.1	Levée de mise en demeure
7	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.2.1	Levée de mise en demeure
8	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.2.2	Sans objet
9	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.2.2	Levée de mise en demeure
10	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 4	Sans objet
11	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 7	Sans objet
12	De la prévention des	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 9	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	risques écologiques.		
13	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés confirment l'aboutissement de la démarche de régularisation de l'établissement. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne de prendre acte des actions réalisées et de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2023/DRIEAT/UD77/099 du 4 août 2023.

2-4) Fiches de constats

POINT DE CONTRÔLE N° 1 : De la prévention des accidents.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4
Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : Chaque soigneur possède sur lui un Talkie-Walkie permettant de joindre et d'être joint par la direction.
Constats : Une vérification aléatoire auprès du personnel rencontré lors de l'inspection a permis de constater que chacun disposait bien d'un appareil en état de fonctionnement.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 2 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.5
Thème(s) : Élevage, Hébergement
Prescription contrôlée : Les animaux ne doivent pas pouvoir franchir l'enceinte de leur enclos. Les dimensions et les caractéristiques des dispositifs et des aménagements destinés à prévenir la fuite des animaux sont en rapport avec les aptitudes de l'espèce et avec les possibilités d'expression de ces aptitudes à l'intérieur de l'enclos. Les clôtures sont munies de retours vers l'enclos lorsqu'elles ne permettent pas à elles seules de s'opposer aux diverses tentatives de franchissement des animaux. Ces retours possèdent une inclinaison et une dimension adaptées. Aucun élément de la conception des enclos, aucun de leurs aménagements ne doit réduire l'efficacité de l'enceinte. S'ils sont susceptibles de favoriser la fuite des animaux, les arbres sont régulièrement taillés.
Constats : Les anomalies au niveau des clôtures des enclos et de l'enceinte extérieure, qui ont été constatées lors de l'inspection conjointe DRIEAT - OFB des 30, 31 mai et 1er juin 2023 et qui ont fait l'objet de mesures de police administrative, ont été corrigées.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

**POINT DE CONTRÔLE N° 3 : Des installations d'hébergement
et de présentation au public des animaux**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.6
Thème(s) : Élevage, Hébergement
Prescription contrôlée : Des clôtures électriques sont utilisées en complément du dispositif principal permettant à lui seul la contention des animaux dans leur enclos, tels que présentés dans le dossier de demande. Le fonctionnement des fils électriques est vérifié quotidiennement
Constats : Aucune anomalie n'a été constatée sur cet item.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

**POINT DE CONTRÔLE N° 4 : Des installations d'hébergement
et de présentation au public des animaux.**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.7
Thème(s) : Élevage, Hébergement
Prescription contrôlée : Les portes des enclos et des cages et leur utilisation s'opposent de manière permanente à la fuite des animaux. Les animaux ne doivent pas pouvoir les ouvrir, les détériorer ou réduire leur efficacité. Elles ne doivent pouvoir être ouvertes que par des personnes autorisées. Les portes des enclos et des cages s'ouvrant du côté du public sont en permanence verrouillées. La disposition des portes, trappes et coulisses des cages et des enclos permet de contrôler la situation des animaux avant que ne soient ouvertes les portes permettant au personnel d'accéder dans ces lieux. Les commandes des portes et des trappes sont mises en place et utilisées de façon à permettre à l'utilisateur de connaître le résultat de la manœuvre d'ouverture ou de fermeture qu'il réalise.
Constats : Les anomalies au niveau des accès aux bâtiments d'hébergement de nuit des animaux d'espèce dangereuse, constatées lors de l'inspection conjointe DRIEAT - OFB des 30, 31 mai et 1er juin 2023, ont été corrigées. Des systèmes de double sécurité (sas, oeillets, reprise des systèmes de trappe, mise en place d'une signalétique renforcée pour leur manœuvre) ont été installés dans ces structures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

**POINT DE CONTRÔLE N° 5 : Des installations d'hébergement
et de présentation au public des animaux**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.8
Thème(s) : Élevage, Hébergement
Prescription contrôlée : L'accès du personnel aux enclos et aux locaux hébergeant des animaux prévient l'évasion des animaux et assure la sécurité des personnes. En particulier, la pénétration du personnel à l'intérieur des enclos et des locaux en présence des animaux d'espèces considérées comme dangereuses ne peut être autorisée par les responsables des établissements que si, eu égard au degré de dangerosité des animaux, les risques encourus sont faibles et peuvent être prévenus immédiatement s'ils apparaissent.
Constats : Les anomalies au niveau des accès aux bâtiments d'hébergement de nuit des animaux d'espèce dangereuse, constatées lors de l'inspection conjointe DRIEAT - OFB des 30, 31 mai et 1er juin 2023, ont été corrigées. Des systèmes de double sécurité (sas, oeillets, reprise des systèmes de trappe, mise en place d'une signalétique renforcée pour leur manœuvre) ont été installés dans ces structures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

POINT DE CONTRÔLE N° 6 : De la prévention des risques écologiques.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.2.1
Thème(s) : Élevage, Protection de la ressource en eau
Prescription contrôlée : Secteur « Parc des Félines » Réseau Géodésique français 1993 - Coordonnées géographiques X1 = 02°57'22"E Y1 = 48°42'44"N ; X2= 02°57'18"E Y2 = 48°42'33"N Coordonnées Lambert II étendu Coordonnées en projection X1 = 645 631 m Y1 = 2 412 819 m ; X 2= 645 544 m Y2= 2 412 475 m Coordonnées Lambert 93 Coordonnées en projection X1 = 696 777 m Y1 = 6 845 812 m ; X2 = 696 695 m Y2 = 6 845 455 m Altitude (mètres) Forage 1 = 111 ; Forage 2 = 111 Profondeur (mètres) Forage 1 = 141,35 ; Forage 2 = 65 Débit (m3/h) Forage 1 =12 ; Forage 2 = 2,5
Constats : Les anomalies au niveau des deux forages déclarés du secteur "Parc des Félines", constatées lors de l'inspection conjointe DRIEAT - OFB des 30, 31 mai et 1er juin 2023, ont été corrigées. Les têtes de puits ont été mises en protection (installation de dalle béton) et les locaux les abritant séparés des locaux ayant une autre destination.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

POINT DE CONTRÔLE N° 7 : De la prévention des risques écologiques.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.2.1
Thème(s) : Élevage, Protection de la ressource en eau
Prescription contrôlée : Secteur « Terre de Singe » : Forage 3, APRES TRAVAUX D'EXTENSION Commune : Lumigny Parcelle de localisation 334 B7 Altitude (mètres) 111 Profondeur (mètres) 60 Débit (m3/h) 6
Constats : Le forage du secteur "Terre de Singe" a été régularisé et mis en protection (reconstitution de la tête de puits, installation d'un dalle béton et reprise du local).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

POINT DE CONTRÔLE N° 8 : De la prévention des risques écologiques.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.2.2
Thème(s) : Élevage, Protection de la ressource en eau
Prescription contrôlée : I . Secteur « Parc des Félin » La quantité maximale d'eau prélevée par le forage n°1 est fixée à 500 m3/an. La quantité maximale d'eau prélevée par le forage n°2 est fixée à 8 500 m3/an.
Constats : Ces dispositions sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 9 : De la prévention des risques écologiques.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.2.2
Thème(s) : Élevage, Protection de la ressource en eau
Prescription contrôlée : Secteur « Terre de Singes » et pôle hôtelier, APRES TRAVAUX D'EXTENSION La quantité maximale d'eau prélevée par le forage n°3 est fixée à 10 000 m3/an.
Constats : Les moyens pour contrôler le respect de cette prescription ont été installés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

POINT DE CONTRÔLE N° 10 : De la prévention des risques écologiques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 4
Thème(s) : Élevage, Protection de la ressource en eau
Prescription contrôlée : Le déclarant prend toutes les dispositions nécessaires, notamment par l'installation de bacs de rétention ou d'abris étanches, en vue de prévenir tout risque de pollution des eaux par les carburants et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux, en particulier des fluides de fonctionnement du moteur thermique fournissant l'énergie nécessaire au pompage, s'il y a lieu. Les opérations de prélèvements par pompage ou dérivation, drainage ou tout autre procédé sont régulièrement surveillées et les forages, ouvrages souterrains et ouvrages et installations de surface utilisés pour les prélèvements sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau superficielle et souterraine. Chaque installation de prélèvement doit permettre le prélèvement d'échantillons d'eau brute. Tout incident ou accident ayant porté ou susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier sont portés à la connaissance du préfet par le déclarant dans les meilleurs délais. Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, le déclarant doit prendre ou faire prendre toutes mesures utiles pour mettre fin à la cause de l'incident ou l'accident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer les conséquences et y remédier.
Constats : Aucune anomalie n'a été constatée au regard de ces dispositions.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 11 : De la prévention des risques écologiques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 7
Thème(s) : Élevage, Protection de la ressource en eau
Prescription contrôlée : Les ouvrages et installations de prélèvement d'eau doivent être conçus de façon à éviter le gaspillage d'eau. A ce titre, le bénéficiaire prend des dispositions pour limiter les pertes des ouvrages de dérivation, des réseaux et installations alimentés par le prélèvement dont il a la charge.
Constats : Aucune anomalie n'a été constatée au regard de ces dispositions.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 12 : De la prévention des risques écologiques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 9
Thème(s) : Élevage, Protection de la ressource en eau
Prescription contrôlée : Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable

Constats : Aucune anomalie n'a été constatée au regard de ces dispositions.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 13 : De la prévention des risques écologiques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10
Thème(s) : Élevage, Protection de la ressource en eau
Prescription contrôlée : Le déclarant consigne sur un registre ou cahier les éléments du suivi de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement ci-après : - pour les prélèvements par pompage visés à l'article 8-2 de l'arrêté, les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvements saisonniers ; - pour les autres types de prélèvements visés à l'article 8-3, les valeurs des volumes prélevés mensuellement et annuellement ou les estimations de ces volumes, les valeurs des grandeurs physiques correspondantes suivies conformément à l'article 8 et les périodes de fonctionnement de l'installation ou de l'ouvrage ; - les incidents survenus dans l'exploitation et, selon le cas, dans la mesure des volumes prélevés ou le suivi des grandeurs caractéristiques ; - les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.
Constats : Ces dispositions sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite